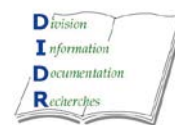


SOUDAN DU SUD



20 novembre 2020



Situation sécuritaire depuis 2017

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Rappel historique.....	3
2. Une aggravation des tensions politiques et ethniques en 2017.....	3
3. Situation au Bahr El Ghazal occidental.....	4
3.1. Origines du conflit dans la zone.....	4
3.2. Le conflit en 2017-2018.....	4
4. Le conflit dans le Haut-Nil (2017-2018).....	5
4.1. La région est le théâtre d'une importante offensive des forces gouvernementales et alliées en 2017.....	5
4.2. La région connaît par la suite un calme précaire.....	6
5. Le conflit en Equatoria.....	6
6. Opérations militaires dans les Etats de l'Unité et du Jonglei.....	7
7. Signature de l'Accord revitalisé en septembre 2018.....	7
8. Etat des lieux de la situation sécuritaire en 2020.....	8
8.1. Une nette réduction des combats de grande ampleur.....	8
8.2. Une recrudescence de la violence intercommunautaire.....	9
9. Situation humanitaire en 2020.....	9
9.1. Un conflit très meurtrier et une crise humanitaire d'une gravité extrême.....	9
9.2. Les sites d'accueil des déplacés internes.....	10
Bibliographie.....	11

Résumé : Une situation sécuritaire très dégradée en 2017 et 2018 avec d'importantes offensives des forces gouvernementales au Bahr El Ghazal occidental et dans le Haut-Nil – Les Etats d'Equatoria, de l'Unité et du Jonglei sont également touchés par les combats – La signature de l'Accord revitalisé de septembre 2018 puis la formation d'un gouvernement de transition en février 2020 entraîne une nette réduction des combats de grande ampleur – On assiste cependant à une recrudescence des violences inter et intracommunautaires - Ce conflit très meurtrier est à l'origine de l'une des pires crises humanitaires au monde - Les populations civiles ont été visées de manière délibérée et systématique par les belligérants et plus particulièrement par les forces gouvernementales et leurs milices alliées.

Abstract : A very degraded security situation in 2017 and 2018 with major offensives by government forces in Western Bahr El Ghazal and Upper Nile States - Equatoria, Unity and Jonglei States also affected by the fighting - Signing of the revitalized Accord in September 2018 followed by the formation of a transitional government in February 2020 significantly reduces large-scale fighting - However, we are witnessing an upsurge in inter and intra-community violence - This very murderous conflict is at the origin of one of the worst humanitarian crises in the world - Civilian populations have been deliberately and systematically targeted by the belligerents and more particularly by government forces and allied militias.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Rappel historique

Le 9 juillet 2011, le Sud-Soudan proclame son indépendance. La naissance de ce nouvel Etat constitue l'épilogue d'une revendication née dans les années 1940, d'un conflit armé qui opposa pendant plus de vingt ans les rebelles sudistes aux autorités de Khartoum et d'un processus de paix initié en 2005.

Le Soudan du Sud connaît alors un mode de gouvernance reposant sur un accord de partage du pouvoir entre le Président Salva Kiir et son Vice-président Riek Machar. Cette coexistence demeure précaire tant les luttes de pouvoir au sein des élites sud-soudanaises sont intenses.

Ces tensions atteignent leur paroxysme en décembre 2013 et entraînent la rupture entre Salva Kiir et Riek Machar. Le pays plonge alors dans la guerre civile. De violents combats opposent les forces gouvernementales de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) à celles du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition) de Riek Machar, ainsi que les milices qui leur sont affiliées. Rapidement, des violences interethniques à grande échelle entre Dinka soutenant Salva Kiir et Nuer soutenant Riek Machar se propagent à travers le pays. Les combats sont extrêmement violents dans les Etats de l'Equatoria, du Haut-Nil, du Jonglei, de l'Unité et du Bahr el-Ghazal occidental¹.

En août 2015, les parties signent l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Cet accord, signé par le président Salva Kiir sous la pression internationale, n'entraîne aucune atténuation des violences et n'a aucun effet sur la catastrophe humanitaire que connaît le pays. Riek Machar fait son retour à Juba, la capitale sud-soudanaise, le 26 avril 2016, pour y occuper de nouveau les fonctions de Vice-président dans le gouvernement provisoire d'union nationale mis en place.

L'accord de 2015 vole en éclat avec l'effondrement du gouvernement de coalition et la reprise des combats à Juba le 8 juillet 2016. Riek Machar s'enfuit précipitamment de la capitale, puis du pays. Cette flambée de violence entraîne l'intensification du conflit armé dans de nombreuses zones du pays. Un cessez le feu permanent est toutefois instauré dans le cadre de l'Accord sur la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès humanitaire conclu le 21 décembre 2017 à Addis-Abeba².

2. Une aggravation des tensions politiques et ethniques en 2017

L'appartenance ethnique reste le principal facteur de mobilisation des belligérants. Les tensions demeurent extrêmement vives entre Dinka et Nuer, ainsi qu'entre Dinka et Equatoriens. Les divisions intra-ethniques se sont également sensiblement accrues en particulier au sein des ethnies Nuer et Dinka³.

Le désaccord de mai 2017 entre le Président sud-soudanais Salva Kiir et le général Paul Malong⁴ renforce les tensions existantes au sein de certaines communautés Dinka (Warrap, Aweil et Bor). Parallèlement, la tentative du Vice-président Taban Deng d'élargir sa base de soutien accroît les divisions chez certaines communautés Nuer entre partisans de Taban Deng et ceux de Riek Machar, le leader du M/APLS dans l'opposition⁵.

¹ Lotje de VRIES, Peter Hakim JUSTIN, 2014/3. [url](#)

² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#)

³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#)

⁴ NDLR : ce désaccord provoque le limogeage de Paul Malong et son assignation à résidence pendant sept mois à Juba avant qu'il ne soit autorisé à quitter le pays pour rejoindre le Kenya.

⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#)

Pour rappel, après la reprise des combats en juillet 2016, le président Salva Kiir nomma Vice-président Taban Deng Gai en lieu et place de Riek Machar. Cette nomination entraîna une partition du M/APLS dans l'opposition entre partisans de Riek Machar et ceux de Taban Deng. Cette rivalité entre les deux hommes, tous deux Nuer de l'Etat d'Unité, provoque une exacerbation des tensions intra-ethniques dans la région⁶.

3. Situation au Bahr El Ghazal occidental

3.1. Origines du conflit dans la zone

La région continue d'être le théâtre de vives tensions interethniques dans les zones de Wau et de Raja. Ces tensions reposent sur la crainte ancienne des Fertit de se retrouver annihilés par les Dinka. Cette rivalité entre Dinka et Fertit poussa notamment les seconds à combattre la rébellion sud-soudanaise avec l'appui du régime soudanais dans les années 1980⁷.

Après une période d'accalmie durant les années 2000, les tensions ressurgissent en 2012 suite à la décision des autorités sud-soudanaises de transférer le statut de capitale du comté de Wau à la localité de Baggari plus au Sud. Les Fertit dénoncent une tentative de marginalisation de leur communauté par les Dinka. En 2014, l'opposition armée Fertit rejoint les forces du M/APLS dans l'opposition de Riek Machar. Les craintes des Fertit vis-à-vis d'une hégémonie Dinka sont exacerbées par le redécoupage du pays mis en œuvre par le pouvoir sud-soudanais. En 2015, le pays passe alors de 10 à 28 Etats, le Bahr el Ghazal occidental se retrouve principalement scindé en deux entre les nouveaux Etats de Lol et de Wau, ce redécoupage administratif modifie alors la balance démographique dans la zone et place les Fertit en situation de minorité sur leurs terres ancestrales⁸.

Les premiers combats entre miliciens Fertit et forces gouvernementales surviennent en mai 2015. Cette escalade des tensions aboutit à l'offensive du 24 juin 2016 des forces armées sud-soudanaises sur la ville de Wau peuplée majoritairement de Fertit. Cette opération extrêmement brutale et meurtrière vise délibérément les populations civiles et provoque le départ précipité de plusieurs milliers de personnes⁹.

3.2. Le conflit en 2017-2018

En 2017 et 2018, les accrochages sont fréquents entre forces d'opposition et l'APLS dans les zones de Wau et de Raja. L'un des plus violents se produit en avril 2017 après une offensive de l'APLS sur Baggari. L'armée sud-soudanaise se rend coupable de graves exactions à l'encontre des populations civiles, ciblées délibérément en raison de leur appartenance ethnique. Ces violences provoquent le déplacement de plus de 100 000 personnes¹⁰.

En juin 2018, les forces gouvernementales lancent une offensive contre les positions rebelles au Sud de la ville de Wau. Les combats se poursuivent jusqu'à la fin du mois d'août. Après une brève accalmie à la suite de la signature de l'Accord revitalisé le 12 septembre 2018 (*cf. infra*), les affrontements reprennent à la fin de ce même mois¹¹.

⁶ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 09/04/2019. [url](#)

⁷ Sarah VUYLSTEKE, 12/2018. [url](#)

⁸ Sarah VUYLSTEKE, 12/2018. [url](#)

⁹ Sarah VUYLSTEKE, 12/2018. [url](#)

¹⁰ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 20/11/2017. [url](#) ; Sarah VUYLSTEKE, 12/2018. [url](#)

¹¹ Human Rights Watch, 24/10/2018. [url](#)

A la date du mois d'octobre 2018, l'APLS dans l'opposition a été repoussée en grande partie de la région de Baggari, mais conserve le contrôle d'une vaste zone au Sud de Wau, ainsi qu'autour de Raja¹².

4. Le conflit dans le Haut-Nil (2017-2018)

4.1. La région est le théâtre d'une importante offensive des forces gouvernementales et alliées en 2017

En 2017, l'APLS poursuit ses opérations, engagées depuis 2015, contre la milice shilluk¹³ *Agwelek* de Johnson Olony. Pour rappel, la milice *Agwelek* rompt avec les autorités sud-soudanaises en mai 2015 et se rallie au M/APLS dans l'opposition de Riek Machar en juillet 2015¹⁴.

Les combats s'intensifient sur la rive occidentale du Nil à partir de janvier 2017. Les forces gouvernementales avancent vers le Nord et s'emparent des principales agglomérations des comtés de Panyikang et Fachoda. Les populations civiles shilluk sont victimes de graves violences et de déplacements forcés. Elles fuient devant l'avancée des combats à mesure que l'APLS repousse la milice *Agwelek* de Malakal vers Kodok, situé plus au Nord. Entre janvier et septembre 2017, plus de 85 000 civils se réfugient dans les provinces soudanaises voisines du Sud-Kordofan et du Nil-Blanc. En août 2017, l'Etat du Haut-Nil ne compte plus qu'à peine 17 000 Shilluk, en dehors du site de protection des civils de Malakal, concentrés dans des camps de déplacés à Aburoc ou à proximité¹⁵. L'expulsion des populations shilluk vers le Soudan voisin constitue clairement l'un des objectifs des forces gouvernementales¹⁶.

Après avoir traversé le fleuve début février 2017, l'APLS et les milices Padang Dinka (une sous-ethnie dinka) engagent un mouvement vers le Nord depuis Wau Shilluk (prise le 3 février), repoussant devant elles aussi bien les forces d'*Agwelek* que les populations civiles. Parallèlement, l'APLS descend vers le Sud depuis Malakal en direction des bases de la milice shilluk autour d'Owachi avec pour objectif de nettoyer le comté de Panyikang de toute présence rebelle. Au cours de cette offensive, les villages shilluk sont systématiquement pillés et détruits par les forces de l'APLS et les milices Padang Dinka. Dans les mois qui vont suivre, près de 15 000 civils appartenant à l'ethnie dinka sont transférés par voie aérienne depuis la capitale Juba vers Malakal¹⁷.

Entre les mois de mars et mai 2017, les opérations des forces gouvernementales sur la rive occidentale se concentrent principalement sur les zones de Kaka, Tonga (prise le 13 avril) et Kodok (prise le 26 avril). Des combats se déroulent également à Wau Shilluk, où l'APLS est appuyée par les forces de l'APLS dans l'opposition-faction Taban Deng (*supra*). Plus de 25 000 civils fuient les zones concernées. La prise des bases d'*Agwelek* autour de Tonga et de Kodok est un sérieux coup porté aux forces de l'opposition dans la région. Au terme de cette campagne, l'APLS contrôle les deux rives du Nil Blanc dans l'Etat du Haut Nil, et a chassé la quasi-totalité de la population shilluk du Soudan du Sud. Début mai, les forces d'*Agwelek* et de l'APLS dans l'opposition échouent à reprendre Tonga, tandis que l'APLS prend le contrôle de Kaka. En juin, les forces gouvernementales attaquent les

¹² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 20/11/2017. [url](#) ; Sarah VUYLSTEKE, 12/2018. [url](#)

¹³ La communauté shilluk appartient aux peuples dits nilotiques. Les Shilluk occupent une étroite bande de terre le long de la rive occidentale du Nil Blanc qui regroupe les comtés de Panyikang, Malakal, Fachoda et Manyo de l'Etat du Haut-Nil. En 2016, cette communauté comptait environ 400 000 individus.

¹⁴ Joshua CRAZE, 09/2019. [url](#)

¹⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 20/11/2017. [url](#)

¹⁶ Joshua CRAZE, 09/2019. [url](#)

¹⁷ Joshua CRAZE, 09/2019. [url](#)

positions d'*Agwelek* plus au Nord à Baboungé et Atham (comté de Renk) et Kola et Kwek (comté de Manyo). En juillet, de nouveaux combats se déroulent dans la zone de Kaka¹⁸.

En septembre 2017, les forces de l'APLS dans l'opposition-faction Taban Deng lancent une offensive contre les positions de la milice *shilluk* près d'Aburoc et prennent le contrôle du camp de déplacés d'Aburoc, déserté de ses occupants¹⁹. En décembre 2017, l'APLS mène une nouvelle offensive contre la milice *Agwelek* à Kola (comté de Manyo), quelques jours avant la signature d'un cessez-le-feu²⁰.

4.2. La région connaît par la suite un calme précaire

La région du Haut-Nil connaît un calme précaire en 2018 avec des affrontements ponctuels, dans les comtés de Fachoda et de Manyo en particulier. Cet accalmie dans les combats s'explique par la priorité donnée par l'APLS à la situation prévalant dans les provinces d'Equatoria, tandis que les forces de l'APLS dans l'opposition-faction Taban Deng concentrent leurs opérations, entre février et juin 2018, dans le Sud de l'Etat d'Unité²¹.

Fin 2019-début 2020, le comté de Maiwut est le théâtre d'affrontements. En effet, depuis août 2019, le gouvernement de Juba y soutient financièrement et militairement un groupe dissident de l'APLS dans l'opposition/faction Riek Machar, dirigée par James Ochan Puot, dans le but d'affaiblir l'assise politique de Riek Machar. Les forces d'Ochan attaquent le site de cantonnement de l'APLS dans l'opposition/faction Riek Machar à Turu, ainsi que son quartier général à Jikou. Ces accrochages se font plus rares après la formation du Gouvernement de transition en février 2020 et l'acceptation par James Ochan Puot d'un accord de cessez-le-feu permanent le 11 février 2020 (*infra*)²².

5. Le conflit en Equatoria

Jusqu'alors épargnée par les combats depuis le début de la guerre civile en décembre 2013, les forces armées sud-soudanaises mènent leurs premières offensives dans la grande région Equatoria à partir de la fin de l'année 2015. Comme ailleurs au Soudan du Sud, le conflit en Equatoria repose sur des tensions interethniques préexistantes et est marqué par de graves exactions commises à l'encontre des populations civiles de la part des belligérants. Toutefois, les forces gouvernementales apparaissent comme les principaux auteurs de ce type de violences visant délibérément les civils²³.

Tout au long de l'année 2017, et jusqu'en septembre 2018 (date de la signature de l'Accord revitalisé, *cf. infra*), l'APLS et les milices dinka *Mathiang Anyoor* poursuivent leurs opérations contre les forces d'opposition dans la région et se rendent coupables de graves exactions et violences ethniques, provoquant le déplacement de plus de 400 000 personnes en 2017²⁴. Les zones de Gbudue et Tambura en Equatoria occidentale sont tout particulièrement touchées entre les mois d'avril et d'août 2018, ces violences occasionnant le déplacement de plus de 24 000 personnes²⁵.

Des éleveurs de bétail dinka lourdement armés profitent du dépeuplement d'une grande partie de l'Equatoria pour s'approprier les zones abandonnées et y installer de vastes

¹⁸ Joshua CRAZE, 09/2019. [url](#)

¹⁹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 20/11/2017. [url](#)

²⁰ Joshua CRAZE, 09/2019. [url](#)

²¹ Joshua CRAZE, 09/2019. [url](#)

²² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 28/04/2020. [url](#)

²³ Human Rights Watch, 01/08/2017. [url](#)

²⁴ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#) ; The New Humanitarian, 12/07/2017. [url](#)

²⁵ United Nations Mission in South Sudan / United Nations Human Rights – Office of the High Commissioner, 18/10/2018. [url](#)

troupeaux. En octobre 2017, le Président Kiir ordonne à l'APLS d'organiser leur retrait des pasteurs dinka d'Equatoria²⁶.

Le refus de l'Alliance démocratique nationale du Soudan du Sud²⁷ de signer l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud (signé en septembre 2018, *infra*) compromet sérieusement la bonne mise en œuvre du cessez-le-feu, tout particulièrement dans les secteurs de la Rivière-Yei (Equatoria-Central) et d'Amadi (Equatoria-Occidental) où de violents combats, engagés à partir de janvier 2019, provoquent d'importants déplacements de population²⁸.

Jusqu'en janvier 2020, des violations du cessez-le-feu sont signalées du fait de l'action des forces gouvernementales ou de groupes armés dans des secteurs de l'Equatoria-Central et de l'Equatoria-Occidental²⁹.

6. Opérations militaires dans les Etats de l'Unité et du Jonglei

Entre novembre 2017 et avril 2018, l'Etat du Jonglei est le théâtre d'opérations militaires des forces gouvernementales. Dans le même temps, les tentatives de Taban Deng d'étendre l'influence de sa faction de l'APLS-dans l'opposition au dépend de celle de Riek Machar entraînent une exacerbation des tensions communautaires au sein des communautés nuer dans l'Etat de l'Unité³⁰.

Le 24 décembre 2017, les forces de l'APLS dans l'opposition/faction Riek Machar lancent une offensive sur la ville de Koch dans l'Etat de l'Unité. Un peu plus tard, dans le courant du mois de janvier 2018, la venue du Premier Vice-président Taban Deng dans le Nord du Jonglei provoque des affrontements entre forces gouvernementales et rebelles dans les comtés d'Akobo et de Nyerol³¹.

En avril-mai 2018, les forces armées sud-soudanaises et l'APLS-dans l'opposition/faction Taban Deng attaquent les positions des rebelles dans le Sud de l'Etat de l'Unité, plus particulièrement dans les comtés de Leer et Mayendit. L'offensive se poursuit jusqu'en juillet. Ces attaques font plusieurs centaines de victimes civiles et provoquent le déplacement de dizaines de milliers de personnes³².

Le 5 décembre 2018, l'APLS-dans l'opposition/faction Taban Deng attaque les positions des forces de Riek Machar dans le comté de Guit (Unité). Les combats durent plusieurs jours³³.

7. Signature de l'Accord revitalisé en septembre 2018

Après des mois de négociations, Salva Kiir et Riek Machar s'entendent pour signer, le 5 août 2018, un accord de cessez-le-feu³⁴.

²⁶ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 20/11/2017. [url](#)

²⁷ Mouvement constitué en novembre 2018 suite à l'alliance de quatre groupes armés réunis sous le commandement de Thomas Cirillo, le leader du Front de salut national (FSN).

²⁸ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 09/04/2019. [url](#)

²⁹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 28/04/2020. [url](#)

³⁰ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#)

³¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#)

³² United Nations Mission in South Sudan / United Nations Human Rights – Office of the High Commissioner, (non-daté). [url](#) ; Nations Unies, Conseil de Sécurité, 09/04/2019. [url](#)

³³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 09/04/2019. [url](#)

³⁴ The New Humanitarian, 14/05/2018. [url](#)

La signature de cet accord de cessez-le-feu est suivie, le 12 septembre 2018, de la ratification par Salva Kiir, Riek Machar et d'autres factions rebelles de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud (*Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan/R-ARCSS*). La conclusion d R-ARCSS entraîne une réduction de l'intensité des combats dans de nombreuses régions du pays. Cette amélioration des conditions de sécurité permet d'atténuer les effets de la grave crise humanitaire qui frappe les populations civiles³⁵.

Toutefois, certaines forces de l'opposition refusent de signer le R-ARCSS. Parmi les principales forces réfractaires figurent l'Armée/Front uni du Soudan du Sud de Paul Malong et l'Alliance démocratique nationale du Soudan du Sud de Thomas Cirillo³⁶.

8. Etat des lieux de la situation sécuritaire en 2020

8.1. Une nette réduction des combats de grande ampleur

La formation du Gouvernement de transition en février 2020, avec la nomination de Riek Machar au poste de Premier Vice-président, représente un tournant politique au Soudan du Sud³⁷. Ces arrangements politiques, depuis la signature du R-ARCSS en septembre 2018, ont permis de réduire de manière significative les combats de grande ampleur³⁸.

Dans les Etats d'Equatoria-Central et d'Equatoria-Occidental, des accrochages de faible intensité continuent cependant d'opposer les forces gouvernementales au Front de salut national (FSN) de Thomas Cirillo³⁹. Dans ce contexte, les populations civiles continuent d'être victimes de graves exactions de la part, principalement, des forces gouvernementales⁴⁰.

Le FSN conserve une solide présence militaire dans certaines zones d'Equatoria où il bénéficie d'appuis locaux importants. Ce soutien de la population locale expose toutefois les civils à des risques de représailles de la part des forces gouvernementales⁴¹. Entre décembre 2018 et mars 2019, les populations civiles ont dans la région de Yei en Equatoria-Centrale ont été victimes de graves violations des droits humains (assassinats, pillages, destruction des villages et des récoltes, expulsion des populations) au cours d'opérations menées par les forces armées sud-soudanaises⁴².

La stratégie du FSN repose sur l'action de petites unités mobiles opérant hors des principaux axes et centres urbains en tendant des embuscades ou en attaquant des bases militaires. L'objectif est d'éviter un affrontement direct avec les forces gouvernementales mieux équipées. Le 13 décembre 2019, le FSN occupe brièvement la base militaire de la localité de Lasu (Equatoria-Central). A la reprise de la ville, les forces armées sud-soudanaises se rendent coupables, en guise de représailles, de violations graves des droits humains à l'encontre des populations civiles. **Un cessez-le-feu conclu en janvier 2020 permet d'établir un calme précaire dans la zone**, les belligérants en profitant pour consolider leurs positions respectives⁴³.

³⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 09/04/2019. [url](#)

³⁶ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 09/04/2019. [url](#)

³⁷ The new Humanitarian, 28/02/2020. [url](#)

³⁸ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 28/04/2020. [url](#)

³⁹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 26/02/2020. [url](#)

⁴⁰ Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, 03/07/2019. [url](#)

⁴¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 28/04/2020. [url](#)

⁴² Human Rights Watch, 04/06/2019. [url](#)

⁴³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 28/04/2020. [url](#)

Entre la fin du mois d'avril et la mi-mai 2020, même si le cessez-le-feu permanent continue d'être largement respecté à l'échelle du pays, des combats opposent l'armée sud-soudanaise aux forces de l'APLS dans l'opposition/faction Riek Machar en Equatoria⁴⁴.

8.2. Une recrudescence de la violence intercommunautaire

En janvier 2020, une recrudescence de la violence intercommunautaire est enregistrée dans les Etats du Warrap et des Lacs⁴⁵. Les conditions de sécurité continuent ensuite de se dégrader en raison de l'exacerbation des tensions et violences intercommunautaires⁴⁶.

Entre janvier et mars 2020, 658 personnes meurent au cours de 275 incidents violents répertoriés. Dans la grande majorité des cas (75%), les victimes ont été tuées dans des violences intercommunautaires. Les Etats du Jonglei, des Lacs et du Warrap sont les plus touchés. Ces violences surviennent à l'arrivée de la saison sèche et résultent d'une compétition accrue entre populations pour l'accès aux pâturages⁴⁷.

Entre avril et juin 2020, ce sont 417 incidents qui sont recensés et 887 morts sont à déplorer. Comme pour les mois précédents, ce sont des violences inter et intracommunautaires à l'origine des faits, entre différentes sections de l'ethnie Dinka dans le Bahr el Ghazal et lors d'affrontements opposant des Dinka, Gawar et Lou Nuer aux Murle dans le Jonglei⁴⁸. En effet, la zone administrative du Grand Pibor connaît, depuis plusieurs mois, un violent conflit opposant les communautés Lou Nuer et Murle. Les attaques suivies de représailles font de très nombreuses victimes et provoquent le déplacement de plusieurs dizaines de milliers civils⁴⁹. A Tonj, dans le Warrap, des violences entre deux sous ethnies dinka entraînent le déploiement dans la zone des forces armées sud-soudanaises⁵⁰.

En septembre 2020, le Secrétaire général des Nations-Unies s'inquiète de la dégradation continue des conditions de sécurité dans de nombreuses régions du pays du fait de conflits entre groupes ethniques. Ces conflits localisés inter- voire intra-communautaires, auxquels participent des civils ou des combattants en tenue soutenus à divers degrés par des parties prenantes nationales, touchent de nombreuses zones du Jonglei, des Lacs, de l'Unité, du Warrap, ainsi que du Bahr el-Ghazal occidental⁵¹.

9. Situation humanitaire en 2020

9.1. Un conflit très meurtrier et une crise humanitaire d'une gravité extrême

En septembre 2018, au moment de la signature de l'Accord revitalisé (*cf. supra*), le nombre de décès causés par le conflit depuis décembre 2013 était estimé à 382 900⁵². En dépit d'une réduction significative des affrontements de grande ampleur, le pays a continué à connaître dans de nombreuses zones des combats de faible intensité, ces combats causant de nouvelles victimes civiles et combattantes. En mars 2019, le seuil des 400 000 morts a été franchi⁵³.

⁴⁴ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 15/06/2020. [url](#)

⁴⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 26/02/2020. [url](#)

⁴⁶ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 15/06/2020. [url](#)

⁴⁷ Human Rights Division, United Nations Mission in South Sudan, 03/2020. [url](#)

⁴⁸ Human Rights Division, United Nations Mission in South Sudan, 06/2020. [url](#)

⁴⁹ The New Humanitarian, 21/05/2020. [url](#) ; The New Humanitarian, 17/03/2020. [url](#) ;

⁵⁰ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 08/09/2020. [url](#)

⁵¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 08/09/2020. [url](#)

⁵² France 24, 26/09/2020. [url](#)

⁵³ The New Humanitarian, 21/03/2019. [url](#)

Depuis 2013, le conflit au Soudan du Sud a provoqué des déplacements massifs au sein de la population civile. Ce conflit est à l'origine de l'une des pires crises humanitaires de la planète. Les populations civiles ont été visées de manière délibérée et systématique, dans une impunité presque totale, par tous les belligérants en raison de leur appartenance ethnique ou d'un soutien supposé aux mouvements d'opposition⁵⁴.

Les parties au conflit, mais plus particulièrement les forces gouvernementales qui apparaissent comme la principale menace pour les populations, ont eu recours comme tactiques de guerre aux exécutions extrajudiciaires, à la torture, aux viols et autres formes de violences sexuelles, aux déplacements forcés, pillages systématiques, ainsi qu'à la destruction des moyens de subsistance et de villages entiers. La pratique généralisée des violences sexuelles, dont le viol et le viol collectif, apparaît comme étant l'une des caractéristiques de ce conflit⁵⁵.

La situation humanitaire demeure très préoccupante. 7,5 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire d'urgence et près de 6,5 millions de personnes vivent dans une grave insécurité alimentaire. Les Etats du Bahr el Ghazal occidental, du Jonglei et de l'Équatoria central sont les plus touchés. Le pays compte à l'heure actuelle 1,6 millions de déplacés intérieurs et 2,19 millions de Soudanais du Sud sont réfugiés dans les pays voisins, principalement en Ouganda, au Soudan et en Ethiopie (cf. carte *infra*)⁵⁶.

9.2. Les sites d'accueil des déplacés internes

En octobre 2020, près de 168 000 personnes déplacées vivaient toujours dans des sites d'accueil des déplacés internes (*IDP sites*) ou des sites de protection des civils (*Protection of Civilian sites*, PoCs). Les PoCs sont à l'origine des bases de la Mission des Nations-Unies au Soudan du Sud (MINUSS) où les populations civiles fuyant les violences ont trouvé refuge. Ces bases ont ensuite été transformées en sites d'accueil et de protection des civils⁵⁷.

Le PoC de Bentiu a été établi dans le comté de Rubkona dans l'Etat de l'Unité en décembre 2013. Ce PoC est le plus important au Soudan du Sud. Il accueille encore près de 100 000 déplacés (cf. tableau en *infra*)⁵⁸. Le PoC de Bor (également présenté comme un *IDP site*) a été établi en 2014⁵⁹. Le PoC zone adjacente du camp de l'UNMISS de Wau (*The Wau Protection of Civilians Area Adjacent to UNMISS compound* ; également présenté comme un *IDP site*) a été établi en juin 2016 après que des violences aient éclaté à Wau. Il s'agit du site de protection des civils le plus récent. Ce site a ensuite connu un afflux de population en avril 2017 après une nouvelle explosion de violence⁶⁰. Le PoC de Malakal a été établi en décembre 2013⁶¹. Le PoC 3 de Juba a été établi en 2013⁶². Le PoC 1 de Juba a été établi en 2014⁶³.

⁵⁴ Pour un rapide et non exhaustif aperçu des graves violations commises par les belligérants à l'encontre des populations civiles, il est possible de se reporter aux derniers rapports de l'ONG Human Rights Watch sur le Soudan du Sud : « South Sudan : Government forces abusing civilians » (04/06/2019), [url](#) ; « South Sudan : Soldiers attack civilians in Western region » (24/10/2018), [url](#) ; « Soldiers assume we are rebels » (01/08/2017), [url](#).

⁵⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/04/2018. [url](#)

⁵⁶ OCHA, 06/11/2020. [url](#)

⁵⁷ CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 12/10/2020. [url](#) ; United Nations Mission In South Sudan (UNMISS), 04/09/2020. [url](#)

⁵⁸ CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 21/08/2020. [url](#)

⁵⁹ CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 24/09/2020. [url](#)

⁶⁰ CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 02/09/2020. [url](#)

⁶¹ CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 02/09/2020. [url](#)

⁶² CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 02/09/2020. [url](#)

⁶³ CCCM Cluster, IOM, UNHCR, 02/09/2020. [url](#)

Bibliographie

Période de consultation entre le 01/09/2020 et le 20/11/2020

Organisations intergouvernementales

OCHA, « South Sudan – Humanitarian Snapshot (October 2020) », 06/11/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-humanitarian-snapshot-october-2020>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and camp management cluster | Fact sheet | PoC/IDP sites | October 2020 », 12/10/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-fact-sheet-pocidp-sites>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and Camp management cluster – Site profile | Bor PoC, July 2020 », 24/09/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-site-profile-bor-poc-2>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Situation au Soudan du Sud – Rapport du Secrétaire général », S/2020/890, 08/09/2020.
<https://undocs.org/fr/S/2020/890>

United Nations Mission In South Sudan (UNMISS), « UN Protection of Civilians sites begin transitioning to conventional displacement camps », 04/09/2020.
<https://unmiss.unmissions.org/un-protection-civilians-sites-begin-transitioning-conventional-displacement-camps>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and Camp management cluster – Site profile | Wau PoC AA, July 2020 », 02/09/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-site-profile-wau-poc-2>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and Camp management cluster – Site profile | Malakal PoC, July 2020 », 02/09/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-site-profile-malakal-2>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and Camp management cluster – Site profile | Juba PoC 3, July 2020 », 02/09/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-site-profile-juba-poc-7>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and Camp management cluster – Site profile | Juba PoC 1, July 2020 », 02/09/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-site-profile-juba-poc-6>

CCCM Cluster, IOM, UNHCR, « South Sudan : Camp coordination and Camp management cluster – Site profile | Bentiu PoC, July 2020 », 21/08/2020.
<https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-camp-coordination-and-camp-management-cluster-site-profile-bentiu-8>

Human Rights Division, United Nations Mission in South Sudan, « April – June 2020, Quarterly brief on violence affecting civilians », 06/2020.

https://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/Quarterly_brief_on_violence_affecting_civilians_April_June2020.pdf

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Lettre datée du 28 avril 2020 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud », S/2020/342, 28/04/2020.

<https://digitallibrary.un.org/record/3859900?ln=fr>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Situation au Soudan du Sud – Rapport du Secrétaire général », S/2020/536, 15/06/2020.

<https://undocs.org/fr/S/2020/536>

Human Rights Division, United Nations Mission in South Sudan, « January – March 2020, Quarterly brief on violence affecting civilians », 03/2020.

https://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/Quarterly_brief_on_violence_affecting_civilians.pdf

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Situation au Soudan du Sud – Rapport du Secrétaire général », S/2020/145, 26/02/2020.

<https://undocs.org/fr/S/2020/145>

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, « Conflict-related violations and abuses in Central Equatoria, September 2018-April 2019 », 03/07/2019.

https://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/report_on_central_equatoria_-_3_july_2019.pdf

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud/Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, « Indiscriminate attacks against civilians in Southern Unity, April-May 2018 », (non-daté).

https://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/UNMISSReportApril_May2018.pdf

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Lettre datée du 9 avril 2019 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud », S/2019/301, 09/04/2019.

<https://digitallibrary.un.org/record/3801695?ln=fr>

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud/Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, « Violations and abuses against civilians in Gbudue and Tambura States (Western Equatoria), April-August 2018 », 18/10/2018.

<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/ReportWesternEquatoria17Oct2018.pdf>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Lettre datée du 12 avril 2018 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud », S/2018/292, 12/04/2018.

<https://digitallibrary.un.org/record/1483077?ln=fr>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Lettre datée du 20 novembre 2017 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud », S/2017/979*, 20/11/2017.

<https://digitallibrary.un.org/record/1323268?ln=fr>

Organisations non-gouvernementales

Human Rights Watch, « South Sudan : Government forces abusing civilians – Rein in troops, Ensure justice for abuse by all sides », 04/06/2019.

<https://www.hrw.org/news/2019/06/04/south-sudan-government-forces-abusing-civilians>

Human Rights Watch, « South Sudan : Soldiers attack civilians in Western region – Abuses by both sides underline need for justice », 24/10/2018.

<https://www.hrw.org/news/2018/10/24/south-sudan-soldiers-attack-civilians-western-region>

Human Rights Watch, « Soldiers assume we are rebels – Escalating violence and abuses in South Sudan's Equatorias », 01/08/2017.

<https://www.hrw.org/report/2017/08/01/soldiers-assume-we-are-rebels/escalating-violence-and-abuses-south-sudans>

Think tanks, universités et centres de recherches

Joshua CRAZE, « Displaced and immiserated, The Shilluk of Upper Nile in South Sudan's civil war, 2014-19 », HSBA, Small Arms Survey, 09/2019.

<http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/reports/HSBA-Report-South-Sudan-Shilluk.pdf>

Sarah VUYLSTEKE, « Identity and self-determination - The Fertit opposition in South Sudan », HSBA, Small Arms Survey, Briefing Paper, 12/2018.

<http://www.smallarmssurvey.org/about-us/highlights/2018/highlight-hsba-fertit-bp.html>

Lotje de VRIES, Peter Hakim JUSTIN, « Un mode de gouvernement mis en échec : dynamiques de conflit au Soudan du Sud, au-delà de la crise politique et humanitaire », *Politique africaine*, N°135, 2014/3.

<https://www.cairn-int.info/revue-politique-africaine-2014-3-page-159.htm>

Médias

The New Humanitarian, « In the news : Tit-for-tat killings leave hundreds dead in South Sudan », 21/05/2020.

<https://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/05/21/South-Sudan-Jonglei-killings>

The New Humanitarian, « In the news : Thousands flee clashes in South Sudan », 17/03/2020.

<https://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/03/17/south-sudan-clashes-jonglei-pibor>

The new Humanitarian, « Roundup : New unity government brings hope of peace in South Sudan », 28/02/2020.

<https://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/02/28/SouthSudan-peace-unity-government-Kiir-Machar>

France 24, « South Sudan civil war toll estimated at 382,900 », 26/09/2020.

<https://www.france24.com/en/20180926-south-sudan-civil-war-toll-estimated-382900>

The New Humanitarian, « South Sudan : The humanitarian toll of half a decade of war », 21/03/2019.

<https://www.thenewhumanitarian.org/in-depth/south-sudan-humanitarian-toll-half-decade-war>

The New Humanitarian, « BRIEFING : All you need to know about South Sudan's new power-sharing accord », 14/05/2018.

<https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2018/08/14/briefing-all-you-need-know-about-south-sudan-s-new-power-sharing-accord>

The New Humanitarian, « The War in Equatoria », Special report, 12/07/2017.

<https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2017/07/12/war-equatoria>